

PARLEMENT EUROPÉEN

2004



2009

Document de séance

5.9.2007

B6-0333/2007 }
B6-0335/2007 }
B6-0338/2007 }
B6-0341/2007 }
B6-0344/2007 }
B6-0346/2007 } RC1/rev

PROPOSITION DE RÉOLUTION COMMUNE

déposée conformément à l'article 115, paragraphe 5, du règlement par

- Charles Tannock, Nirj Deva, Bernd Posselt, Eija-Riitta Korhola, Geoffrey Van Orden et Thomas Mann, au nom du groupe PPE-DE
- Robert Evans et Pasqualina Napoletano, au nom du groupe PSE
- Alexander Lambsdorff, Marios Matsakis et Frédérique Ries, au nom du groupe ALDE
- Hanna Foltyn-Kubicka, Mogens N.J. Camre, Ryszard Czarnecki, Inese Vaidere, Adam Bielan et Konrad Szymański, au nom du groupe UEN
- Jean Lambert, au nom du groupe Verts/ALE
- Eva-Britt Svensson, au nom du groupe GUE/NGL

en remplacement des propositions de résolution déposées par les groupes suivants:

- PSE (B6-0333/2007)
- GUE/NGL (B6-0335/2007)
- ALDE (B6-0338/2007)
- PPE-DE (B6-0341/2007)
- UEN (B6-0344/2007)
- Verts/ALE (B6-0346/2007)

sur le Bangladesh

RC\695203FR.doc

PE 393.043v01-00}
PE 394.756v01-00}
PE 394.759v01-00}
PE 394.762v01-00}
PE 394.765v01-00}
PE 394.767v01-00} RC1/rev

FR

FR

Résolution du Parlement européen sur le Bangladesh

Le Parlement européen,

- vu ses précédentes résolutions sur le Bangladesh, en particulier sa résolution du 16 novembre 2006¹,
 - vu l'état d'urgence qui a été décrété par le gouvernement intérimaire du Bangladesh le 11 janvier 2007,
 - vu la déclaration du 16 janvier 2007 de la présidence au nom de l'UE sur les récents développements politiques au Bangladesh,
 - vu la visite de la Troïka de l'UE au Bangladesh au mois de juin 2007,
 - vu l'accord de coopération entre la Communauté européenne et la république populaire du Bangladesh sur le partenariat et le développement²,
 - vu la déclaration du 17 juillet 2007 du secrétaire général des Nations unies sur le Bangladesh,
 - vu l'article 115, paragraphe 5, de son règlement,
- A. considérant que les élections parlementaires qui devaient se tenir au Bangladesh le 22 janvier 2007 ont été reportées en raison des actes de violence liés aux élections, en vertu d'une décision de la Haute Cour le 29 janvier 2007 et qu'elles devraient maintenant avoir lieu avant la fin de l'année 2008 ;
- B. considérant que la situation politique avant l'imposition de l'état d'urgence a été caractérisée par le refus d'engager le dialogue entre les principaux acteurs politiques, un antagonisme personnel, de la violence occasionnelle ainsi que des niveaux de corruption extraordinairement élevés ;
- C. considérant que l'état d'urgence a été déclaré le 11 janvier 2007 et que l'ancien gouverneur de la Banque centrale Fakhruddin Ahmed est devenu le chef du gouvernement intérimaire, sur un programme visant à mettre fin à la corruption ;
- D. considérant que la mission d'observation des élections de l'UE a suspendu ses activités le 22 janvier, car la vraisemblance de la tenue d'élections libres et équitables semblait éloignée à ce moment-là;
- E. considérant que l'ONU a décidé de retirer son soutien au processus électoral le même jour;
- F. considérant que le gouvernement intérimaire soutenu par l'armée a introduit, sous prétexte de mettre fin à la corruption, des mesures répressives radicales, notamment une interdiction de toutes les activités politiques, l'arrestation ou l'inculpation de plus de 160 chefs politiques,

¹ *Textes adoptés*, P6_TA(2006)0502.

² JO L 118 du 27.04.2001, p.48

notamment 2 anciens premiers ministres, Sheikh Hasina et Khaleda Zia et plus de 100.000 civils ;

- G. considérant que des violations fréquentes de la liberté de la presse, notamment des arrestations et des cas de torture ont été signalés, concernant des journalistes et des personnes des médias ;
- H. considérant que l'armée joue un rôle de plus en plus important dans les mesures de répression de la corruption dans tout le pays, donnant aux soldats des pouvoirs considérables pour faire irruption dans les maisons de suspects et confisquer leurs biens ;
- I. considérant que la longue tradition du Bangladesh de démocratie séculaire, notamment le respect des droits de l'homme et en particulier les droits des femmes, la liberté d'expression et la tolérance religieuse, est de plus en plus menacée ;
- J. considérant que le juriste bangladais réputé, activiste des droits de l'homme et rapporteur spécial des Nations unies sur le trafic d'êtres humains, Sigma Huda, a été reconnu coupable au mois de juillet 2007 et a été condamné à 3 ans de prison pour corruption ; considérant que la situation de Mme Huda, qui souffre de graves problèmes de santé, est de plus en plus préoccupante étant donné qu'elle n'est pas autorisée à recevoir de traitement médical spécialisé; considérant que le secrétaire général des Nations unies Ban-Ki a demandé aux autorités du Bangladesh, le 17 juillet 2007, de respecter pleinement les droits fondamentaux de Mme Huda ;
- K. considérant que conformément à l'article 10 de la déclaration universelle des droits de l'homme, «toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle»,
- L. considérant que le 27 août 2007, la Cour suprême a annulé une décision de la Haute Cour de placer en liberté provisoire sous caution l'ancien premier ministre et le président de la *Awami League*, Sheikh Hasina, qui est emprisonné depuis le 16 juillet;
- M. considérant que l'ancien premier ministre, Khaleda Zia, et son fils ont été arrêtés le 3 septembre à Dacca pour des faits présumés de corruption et que Khaleda Zia est en fait privée depuis avril de sa liberté de mouvement ;
- N. considérant que l'UE et le Bangladesh entretiennent de bonnes relations et qu'ils sont des partenaires économiques importants;
- 1. est profondément préoccupé par la réaction disproportionnée de l'armée et de la police contre les manifestations étudiantes qui ont éclaté à la fin du mois d'août 2007 à l'université de Dacca ; considère que les manifestations sont la preuve du rôle politique impopulaire joué par l'armée ; salue le fait que le couvre-feu imposé à Dacca et dans cinq autres villes en raison de ces manifestations a été levé le 28 août 2007 ; réclame la libération immédiate des personnes qui ont été arrêtées à la suite des protestations des étudiants et des enseignants, notamment de

membres de l'association d'enseignants Shikkhok Samity, c'est-à-dire Anwar Hossain, Harun Ur Rashid, Saidur Rahman Khan et Abdus Sobhan;

2. est gravement préoccupé par l'arrestation controversée et la justification de la détention en cours du président de la *Awami League*, Sheikh Hasina, arrêté le 16 juillet et inculpé d'extorsion et de la présidente du Parti nationaliste bangladais (BNP) Khaleda Zia, pour corruption ; demande aux autorités du Bangladesh de mener le procès de manière transparente et selon les règles de droit ; en particulier, demande au gouvernement de fonder sa campagne anti-corruption uniquement sur des faits pertinents dans le contexte des procédures pénales pour corruption et de s'abstenir de poursuite motivée politiquement ;
3. demande aux autorités du Bangladesh d'autoriser l'accès à tous les tribunaux aux organisations internationales des droits de l'homme, aux parties intéressées, et aux observateurs internationaux, tels que les diplomates des États membres de l'UE ou le personnel de la délégation de la CE, afin de veiller à ce que les procédures soient équitables et impartiales;
4. demande une révision du cas de Sigma Huda, qui a été condamnée pour corruption; est gravement préoccupé par les conditions de détention de Mme Huda, en particulier l'absence de traitement médical dont elle a besoin de toute urgence; prie les autorités du Bangladesh de fournir à Mme Huda tout traitement médical nécessaire et toute l'aide que son état de santé nécessite; demande aux autorités du Bangladesh de respecter les droits fondamentaux de Mme Huda; en particulier le droit de recevoir des visites de sa famille et de ses amis en prison; prie les autorités d'autoriser immédiatement ces visites ;
5. regrette que le gouvernement intérimaire, tout en progressant dans la lutte contre la corruption, ait été de loin moins assidu en matière de réforme politique ; réclame le retour à la démocratie et la levée de l'état d'urgence au Bangladesh; demande en particulier la levée de l'interdiction de toute activité politique, afin de permettre à tous les partis et à toutes les organisations politiques de préparer des élections libres et équitables, comme prévu par la constitution;
6. prend acte de la publication d'une feuille de route pour les élections par la commission électorale au mois de juillet 2007 et de tous les efforts déployés pour remanier le processus d'enregistrement et modifier la législation électorale ; néanmoins, prie le gouvernement de revoir sa feuille de route actuelle pour les élections et d'accélérer ses préparatifs ;
7. salue l'engagement de l'Union européenne d'accorder tout son soutien technique aux autorités du Bangladesh pour l'organisation des élections; demande que la mission d'observation des élections de l'UE reprenne ses activités à long terme dès que possible et dans la mesure où cela est recommandable;
8. exige qu'il soit mis fin à la militarisation progressive du pays; est gravement préoccupé par le rôle des services secrets (DGFI), les allégations de torture de personnes en détention provisoire et les décès en garde à vue dans des circonstances inexplicables;
9. demande au gouvernement du Bangladesh de s'abstenir d'expulsions arbitraires des habitants

RC\695203FR.doc

PE 393.043v01-00}

PE 394.756v01-00}

PE 394.759v01-00}

PE 394.762v01-00}

PE 394.765v01-00}

PE 394.767v01-00} RC1/rev

des taudis et de paysans sans terre des bords de route urbains et des jachères, conformément à l'arrêt de la Haute Cour et de n'entreprendre les évictions nécessaires que sur la base de plans de réhabilitation bien préparés ;

10. demande au Conseil et à la Commission de surveiller scrupuleusement les droits de l'homme et la situation politique au Bangladesh à la lumière des derniers événements et d'adresser des protestations officielles sur le recours continu à l'état d'urgence ; demande aux groupes de travail établis entre l'UE et le Bangladesh sur la construction des institutions, la réforme administrative, la gouvernance et les droits de l'homme de contribuer activement à stabiliser la démocratie au Bangladesh ;
11. demande au gouvernement intérimaire de progresser dans la création d'une commission nationale des droits de l'homme, dont la mise en œuvre devrait également être une priorité pour le futur gouvernement civil ;
12. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, au gouvernement intérimaire du Bangladesh et au Secrétaire général des Nations unies.